

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 276

[2012/200314]

**12 JANVIER 2012. — Décret relatif à l'accompagnement individualisé des demandeurs d'emploi et au dispositif de coopération pour l'insertion (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions introductives*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, pour partie, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

Les dispositions relatives à cette matière sont applicables sur le territoire de la région de langue française.

CHAPITRE II. — *Définitions*

**Art. 2.** Dans le cadre du présent décret, on entend par :

1<sup>o</sup> l'« accompagnement individualisé » : le processus régional de soutien et de suivi personnalisé du demandeur d'emploi, par un conseiller référent de l'Office, au besoin en coopération avec un ou plusieurs opérateurs, en vue de l'insertion professionnelle du demandeur d'emploi dans une perspective d'emploi durable et de qualité;

2<sup>o</sup> le « dispositif de coopération » : le dispositif régional qui définit les principes et les modalités de collaboration entre l'Office et les opérateurs, en articuland et en coordonnant leurs actions afin de contribuer à la mise en œuvre de l'accompagnement individualisé;

3<sup>o</sup> le « contrat de coopération » : le document contractualisant les relations entre l'Office, dans sa mission d'opérateur d'emploi, et un opérateur, et déclinant sur le plan opérationnel les principes et modalités de collaboration dans le cadre de l'accompagnement individualisé;

4<sup>o</sup> le « demandeur d'emploi » : la personne physique, visée à l'article 3, qui recherche une activité salariée ou indépendante et qui réside sur le territoire de la région de langue française;

5<sup>o</sup> l'« Office » : l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

6<sup>o</sup> le « conseiller référent » : le membre du personnel de l'Office assurant le suivi du parcours du demandeur d'emploi, en vue de son insertion professionnelle, et un soutien dans ses actions pour la durée de la prise en charge de ce dernier;

7<sup>o</sup> l'« opérateur » : la personne physique ou morale, publique ou privée, ayant conclu un contrat de coopération et assurant à l'égard du demandeur d'emploi des prestations qui contribuent, directement ou indirectement, à son insertion professionnelle;

8<sup>o</sup> le « Gouvernement » : le Gouvernement de la Région wallonne;

9<sup>o</sup> le « bilan » : le processus formalisé entre le conseiller référent et le demandeur d'emploi, consistant à déterminer la situation de ce dernier à un moment donné par rapport à la situation du marché de l'emploi, reposant sur un relevé des connaissances, compétences et expériences valorisables sur le marché de l'emploi ainsi que des obstacles à l'insertion professionnelle, en vue de définir le ou les objectifs professionnels à atteindre à travers la mise en œuvre du plan d'actions;

10<sup>o</sup> le « plan d'actions » : le document évolutif établi sur la base du bilan, signé par le demandeur d'emploi et le conseiller référent, reprenant le ou les objectifs professionnels à atteindre ainsi que les actions y contribuant en vue de l'insertion professionnelle du demandeur d'emploi, et adapté en fonction des résultats des actions réalisées et des propositions d'ajustement.

CHAPITRE III. — *Acteurs de l'accompagnement individualisé et du dispositif de coopération*

**Art. 3.** Les demandeurs d'emploi inoccupés, non soumis à l'obligation scolaire et inscrits ou réinscrits à l'Office, bénéficient de l'accompagnement individualisé.

Parmi ces bénéficiaires, le Gouvernement peut déterminer des groupes-cibles prioritaires, après consultation de la Commission des opérateurs visée à l'article 16, et du Comité de gestion de l'Office visé à l'article 11 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi. En ce cas, le Gouvernement fixe, pour chaque groupe-cible, la date à partir de laquelle l'inscription ou la réinscription du demandeur d'emploi auprès de l'Office entraîne l'appartenance au groupe-cible concerné.

Les groupes-cibles visés à l'alinéa 2 sont actualisés, au minimum tous les trois ans, après consultation de la Commission des opérateurs et du Comité de gestion.

**Art. 4.** L'Office est chargé du pilotage et de la mise en œuvre de l'accompagnement individualisé. Il assure cette mise en œuvre, notamment par l'intermédiaire des conseillers référents et des opérateurs concernés. Il contribue au dispositif de coopération, par le biais des contrats de coopération conclus avec les opérateurs et sa participation à la Commission visée à l'article 16.

**Art. 5.** Les opérateurs ayant conclu un contrat de coopération avec l'Office coopèrent à la mise en œuvre de l'accompagnement individualisé par le biais de prestations contribuant à la réalisation du ou des objectifs professionnels repris dans le plan d'actions des demandeurs d'emploi et par l'évaluation de l'apport de ces prestations. Ils contribuent également au dispositif de coopération en participant à la Commission visée à l'article 16.

CHAPITRE IV. — *Mise en œuvre de l'accompagnement individualisé et du dispositif de coopération*Section 1<sup>re</sup>. — *Mise en œuvre de l'accompagnement individualisé*

**Art. 6.** Au moment de l'inscription ou de la réinscription en tant que demandeur d'emploi, celui-ci est informé par l'Office des modalités du processus de l'accompagnement individualisé ainsi que des droits et obligations qui en découlent. Si le demandeur d'emploi est déjà inscrit, il en est informé au moment du premier entretien en vue de l'établissement du bilan.

**Art. 7.** Le conseiller référent réalise, avec le demandeur d'emploi, un bilan permettant de définir le ou les objectifs professionnels repris dans le plan d'actions.

**Art. 8.** En concertation avec le demandeur d'emploi, le conseiller référent élabore un plan d'actions sur la base du bilan.

Le plan d'actions reprend le ou les objectifs professionnels à atteindre en vue de l'insertion professionnelle du demandeur d'emploi. Ce plan d'actions détermine au minimum :

1<sup>o</sup> les actions à entreprendre par le demandeur d'emploi en matière de recherche d'emploi et, le cas échéant, en

matière d'orientation, de formation ou de création d'activité ou toute autre démarche susceptible de contribuer à son insertion professionnelle;

- 2° les délais de réalisation des actions à entreprendre;
- 3° les engagements de chacun par rapport à la réalisation des actions à entreprendre;
- 4° l'état d'avancement des actions au fur et à mesure de leur réalisation.

La mise en œuvre du plan d'actions peut s'appuyer sur les prestations internes à l'Office ou sur les prestations d'opérateurs ayant conclu un contrat de coopération. Le conseiller référent peut, le cas échéant, s'appuyer sur les services de structures partenariales de l'Office chargés de l'information et de l'orientation du demandeur d'emploi.

En cas d'interventions simultanées d'opérateurs, le conseiller référent assure la capitalisation des résultats obtenus aux prestations, par ses contacts avec le demandeur d'emploi et les opérateurs concernés.

Le plan est adapté au fur et à mesure des contacts entre le demandeur d'emploi et le conseiller référent, en fonction des résultats des actions réalisées et, le cas échéant, des propositions d'ajustement ainsi qu'en fonction de l'évolution de la situation du demandeur d'emploi. L'intensité et la fréquence des contacts avec le conseiller référent sont déterminées en fonction du degré d'autonomie du demandeur d'emploi.

**Art. 9.** Le Gouvernement fixe les modalités procédurales relatives au processus de l'accompagnement individualisé. La procédure de l'accompagnement individualisé peut être prolongée ou reconduite selon les principes définis par le Gouvernement.

#### Section 2. — Dispositif de coopération

**Art. 10.** La coopération entre l'Office et les opérateurs règle au minimum :

- 1° l'adhésion aux principes et modalités de l'accompagnement individualisé pris en vertu du présent décret;
- 2° la transparence et la mise en visibilité de l'offre de prestations du ou des opérateurs;
- 3° l'accès aux prestations offertes, dans le respect du cadre légal régissant les missions des opérateurs, en ce compris l'inscription aux accueils ou aux séances d'information organisées par le ou les opérateurs;
- 4° le suivi des actions entreprises par le demandeur d'emploi;
- 5° l'évaluation des résultats des prestations au regard du ou des objectifs professionnels du plan d'actions du demandeur d'emploi;
- 6° la coordination des actions vis-à-vis des entreprises dans une perspective d'intermédiation;
- 7° l'évaluation de la mise en œuvre du dispositif de coopération et du processus de l'accompagnement individualisé.

**Art. 11.** Les modalités de la coopération visées à l'article 10 ainsi que les engagements visés aux articles 13 et 14 sont déclinés sur le plan opérationnel dans un contrat de coopération établi entre l'Office, dans le cadre de sa mission d'opérateur d'emploi, et les opérateurs. Ce contrat de coopération contient au minimum :

- 1° les parties contractantes;
- 2° le préambule intégrant la charte déontologique et inscrivant le contrat dans le cadre d'action politique et réglementaire de la formation/insertion en Région wallonne ainsi que dans le cadre de l'accompagnement individualisé vers l'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi;
- 3° l'objet du contrat portant sur les modalités de coopération entre les parties, déclinées de manière opérationnelle dans le cadre de l'accompagnement individualisé;
- 4° les engagements des parties tels que prévus aux articles 10, 13 et 14, en ce compris leur adhésion à la charte déontologique;
- 5° les engagements des parties sur la déclinaison opérationnelle des principes et des modalités de coopération de manière à préciser :
  - a) la spécificité de l'offre de prestations de l'opérateur, à savoir, au minimum, le type de prestations, les objectifs, les résultats attendus et délivrables, la localisation, la durée et le calendrier et, le cas échéant, le groupe-cible concerné;
  - b) les modalités spécifiques de coopération, à savoir, au minimum, la diffusion de l'offre, les modalités d'accueil, le mode de priorisation, l'adressage et la gestion des stagiaires;
- 6° le suivi et l'évaluation de la coopération;
- 7° la promotion et la communication concernant la coopération;
- 8° les dispositions en matière de contestation et de règlement des différends;
- 9° la durée et le mode de résiliation du contrat.

#### Section 3. — Engagements des acteurs

**Art. 12.** Sans préjudice des obligations liées à l'inscription comme demandeur d'emploi, le demandeur d'emploi doit :

- 1° s'engager dans le processus de l'accompagnement individualisé en participant à l'élaboration du bilan et du plan d'actions et en réalisant les actions reprises dans le plan d'actions en vue d'atteindre le ou les objectifs professionnels, selon les modalités établies dans le plan d'actions en concertation avec le conseiller référent;
- 2° informer le conseiller référent de l'ensemble des éléments permettant d'établir le bilan et de décliner le ou les objectifs professionnels à atteindre à travers le plan d'actions ainsi que de tout élément ayant une incidence sur le contenu, la réalisation ou la clôture du plan d'actions.

**Art. 13.** Sans préjudice des obligations de l'Office décrites aux articles 6 à 8 et 10 du présent décret, l'Office est tenu de :

- 1° informer le demandeur d'emploi des engagements et obligations relatifs à l'accompagnement individualisé;
- 2° désigner un conseiller référent pour l'accompagnement individualisé du demandeur d'emploi dès le premier entretien en vue de l'établissement du bilan;
- 3° faciliter l'intermédiation entre le demandeur d'emploi et les employeurs;
- 4° mettre en œuvre les contrats de coopération conclus avec les opérateurs et en respecter les obligations;
- 5° garantir l'accueil, l'information et le conseil au demandeur d'emploi dans la recherche des prestations et des services utiles à la réalisation du ou des objectifs professionnels à atteindre à travers le plan d'actions; en concertation avec le demandeur d'emploi, le conseiller référent oriente celui-ci vers des prestations appropriées selon des modalités définies notamment en matière d'adressage;

6° mettre à la disposition des conseillers référents et des opérateurs les outils technologiques leur permettant d'assurer la capitalisation des informations et le suivi du parcours du demandeur d'emploi;

7° valoriser aux fins d'adaptation et d'évaluation du plan d'actions, les compétences acquises par le demandeur d'emploi et considérer les éventuelles propositions d'actions subséquentes ou concomitantes faites par le ou les opérateurs;

8° fournir au demandeur d'emploi copie du plan d'actions le concernant;

9° évaluer l'atteinte du ou des objectifs professionnels du plan d'actions;

10° clôturer l'accompagnement individualisé;

11° assurer la gestion des plaintes introduites par le demandeur d'emploi à l'égard des engagements de l'Office visés aux 1° à 3°, 5°, 7° à 10°;

12° informer la Commission des opérateurs des difficultés récurrentes rencontrées dans le cadre de l'accompagnement individualisé;

13° promouvoir l'accompagnement individualisé.

**Art. 14.** Sans préjudice des obligations de l'opérateur décrites à l'article 10, l'opérateur qui a conclu un contrat de coopération est tenu de :

1° mettre en œuvre les contrats de coopération conclus avec l'Office et en respecter les obligations;

2° communiquer à l'Office son offre de prestations et en garantir la visibilité;

3° diffuser les modalités d'accueil et celles concernant les séances d'informations relatives à ses prestations, favoriser l'accessibilité de son offre de prestations aux demandeurs d'emploi référés par le conseiller référent et garantir, directement ou indirectement, l'accueil, l'information et le conseil aux demandeurs d'emploi dans la recherche des prestations et des services utiles à la réalisation du ou des objectifs professionnels repris dans le plan d'actions;

4° accueillir le demandeur d'emploi orienté par le conseiller référent et analyser la candidature par rapport à la prestation, au regard du plan d'actions;

5° informer le demandeur d'emploi et son conseiller référent du résultat de l'analyse de la candidature par rapport à la prestation et à l'adéquation de la prestation au regard du plan d'actions;

6° soutenir et suivre le demandeur d'emploi pendant la réalisation de la prestation convenue ainsi qu'informer le conseiller référent de tout événement susceptible d'avoir une incidence sur la réalisation de l'action en cours et, le cas échéant, lui proposer des ajustements;

7° évaluer, en concertation avec le demandeur d'emploi, l'apport de la prestation au regard du ou des objectifs professionnels et s'assurer de la communication de ces résultats au conseiller référent;

8° assurer la gestion des plaintes introduites par le demandeur d'emploi à l'égard des engagements de l'opérateur visés aux 2° à 7°;

9° informer la Commission des opérateurs des difficultés récurrentes rencontrées dans le cadre de l'accompagnement individualisé.

#### *Section 4. — Implication des entreprises dans l'accompagnement individualisé*

**Art. 15.** Les entreprises sont impliquées dans l'accompagnement individualisé, notamment par le biais des conventions sectorielles conclues avec le Gouvernement, et plus particulièrement au travers des engagements suivants :

1° la mise en visibilité des offres d'emploi du secteur par l'intermédiaire de l'Office;

2° l'information sur les métiers et leurs évolutions;

3° le développement de places de stage et d'apprentissage en entreprise;

4° le soutien à l'insertion professionnelle, dont le soutien à la mise en œuvre de dispositifs d'aide à l'embauche;

5° l'investissement dans la formation des demandeurs d'emploi en vue de leur insertion professionnelle.

Au moment de l'évaluation annuelle de la mise en œuvre des conventions sectorielles, l'instance de pilotage des conventions sectorielles informe la Commission des opérateurs de l'implication des entreprises dans l'accompagnement individualisé à travers l'analyse des points visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

#### *CHAPITRE V. — Commission des opérateurs*

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. L'Office et les opérateurs coopèrent et garantissent le dialogue et les échanges entre eux au sein d'une Commission instituée auprès de l'Office, dénommée, au sens du présent décret, Commission des opérateurs.

§ 2. Dans le cadre de sa mission relative à l'accompagnement individualisé, cette Commission doit soutenir la mise en œuvre du dispositif de coopération, pour ce qui concerne les relations entre l'Office et les opérateurs, notamment par :

1° l'élaboration, la diffusion et la mise en œuvre d'une charte déontologique du dispositif de coopération et du modèle des contrats de coopération;

2° la prise en compte de l'évaluation des contrats de coopération en vue d'optimiser le fonctionnement du dispositif;

3° la prise en compte des informations visées à l'article 15, alinéa 2, transmises par l'instance de pilotage des conventions sectorielles en vue de veiller à l'implication des entreprises;

4° la médiation et l'arbitrage des différends entre l'Office et un opérateur pour autant que cette fonction ait été prévue dans le contrat de coopération conclu entre eux.

§ 3. La Commission des opérateurs peut émettre des propositions ou des recommandations au Gouvernement sur la mise en œuvre du dispositif de coopération en vue d'en améliorer le fonctionnement et sur le processus de l'accompagnement individualisé à l'égard de certains bénéficiaires, en ce compris les groupes-cibles visés à l'article 3, alinéa 2.

§ 4. La Commission des opérateurs organise les principes du dialogue et des échanges entre l'Office et les opérateurs au niveau local. A ce titre et en fonction de l'organisation des Directions régionales de l'Office, des représentants sous-régionaux sont invités à participer aux réunions ayant trait aux missions de la Commission visées aux §§ 2 à 3 lorsque des aspects sous-régionaux les concernent directement. Les modalités liées à l'organisation de ces réunions sont établies dans le règlement d'ordre intérieur de la Commission.

§ 5. Des séances de travail peuvent être organisées conjointement entre la Commission et le Comité de gestion de l'Office.

CHAPITRE VI. — *Evaluation du dispositif*

**Art. 17.** Le Gouvernement procède à l'évaluation globale du dispositif tous les trois ans, en se basant notamment sur les informations fournies par le Comité de gestion de l'Office et par la Commission des opérateurs qui y intègre les informations visées à l'article 15, alinéa 2. Cette évaluation est transmise au Parlement et communiquée au Conseil économique et social de la Wallonie.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires et finales**Section 1<sup>re</sup>.* — Dispositions abrogatoires

**Art. 18.** Le décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle est abrogé, sous réserve des articles 20 et 21 du présent décret.

**Art. 19.** Le Gouvernement est habilité, si ceci s'avère nécessaire à l'exécution, à la mise en œuvre ou à la cohérence du présent décret, à remplacer dans les dispositions décrétales ou réglementaires en vigueur :

1<sup>o</sup> les mots du « décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle » par la référence au présent décret;

2<sup>o</sup> les mots « convention de partenariat » par les mots « contrat de coopération »;

3<sup>o</sup> les mots « Commission consultative régionale du décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif au dispositif d'insertion socioprofessionnelle » par la référence à la Commission visée à l'article 16 du présent décret;

4<sup>o</sup> les mots « contrat crédit insertion » par les mots « plan d'actions ».

Le Gouvernement est, en outre, habilité à abroger les références aux mots visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>, dans les dispositions décrétales ou réglementaires en vigueur, si cela s'avère nécessaire à l'exécution, à la mise en œuvre ou à la cohérence du présent décret.

*Section 2.* — Dispositions transitoires

**Art. 20.** A titre transitoire, la Commission consultative régionale du dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle visée par le décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle continue à exercer ses missions jusqu'à l'installation de la Commission visée à l'article 16, cette installation mettant fin à l'application de la présente disposition.

**Art. 21.** A titre transitoire, les Commissions consultatives sous-régionales du dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle visées par le décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle continuent à exercer leurs missions jusqu'à la date fixée par le Gouvernement, ceci mettant fin à l'application de la présente disposition.

*Section 3.* — Disposition finale

**Art. 22.** Le présent décret entre en vigueur à une date fixée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 12 janvier 2012.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

—  
Note

(1) *Session 2011-2012.*

*Documents du Parlement wallon*, 505 (2011-2012). N<sup>os</sup> 1 à 4.

*Compte rendu intégral*, séance plénière du 11 janvier 2012.

Discussion.

Vote.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 276

[2012/200314]

**12 JANUARI 2012. — Decreet betreffende de geïndividualiseerde begeleiding van de werkzoekenden en betreffende de samenwerkingsregeling voor inschakeling (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepalingen*

**Artikel 1.** Dit decreet regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 138, § 1, ervan.

De bepalingen geldend voor deze aangelegenheid zijn toepasselijk op het grondgebied van het Franstalige taalgebied.

HOOFDSTUK II. — *Begripsomschrijvingen*

**Art. 2.** In het kader van dit decreet wordt verstaan onder :

1° « geïndividualiseerde begeleiding » : het gewestelijk proces voor de gepersonaliseerde ondersteuning en opvolging van de werkzoekende door een trajectbegeleider van de Dienst, indien nodig in samenwerking met één of meerdere operatoren met het oog op de inschakeling van de werkzoekende in het arbeidscircuit met het oog op het verwerven van een duurzame en kwaliteitsvolle betrekking;

2° « samenwerkingsregeling » : de gewestelijke regeling aan de hand waarvan de beginselen en de nadere regels voor de samenwerking tussen de Dienst en de operatoren bepaald wordt en waarbij hun acties op elkaar aansluiten en onderling gecoördineerd worden om bij te dragen tot de uitvoering van de geïndividualiseerde begeleiding;

3° « samenwerkingscontract » : het document waarin de betrekking tussen de Dienst in diens opdracht van operator inzake werkgelegenheid, en een operator in de vorm van een contract wordt gegoten en waarbij de beginselen en de nadere regels inzake samenwerking in het kader van de geïndividualiseerde begeleiding operationeel uitgewerkt worden;

4° « werkzoekende » : de natuurlijke persoon, bedoeld in artikel 3, die op zoek is naar een verloonde betrekking of naar werk als zelfstandige en die verblijft op het grondgebied van het Franstalige taalgebied;

5° « Dienst » : de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling);

6° « trajectbegeleider » : het personeelslid van de Dienst dat belast is met de opvolging van het traject van de werkzoekende met het oog op diens inschakeling in het arbeidscircuit en een steun vormt in de acties van de werkzoekende voor de duur van diens begeleiding;

7° « operator » : de publiek- of privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon die een samenwerkingscontract gesloten heeft en die ten opzichte van de werkzoekende prestaties levert die al dan niet rechtstreeks bijdragen tot diens inschakeling in het arbeidscircuit;

8° « Regering » : de Regering van het Waalse Gewest;

9° « balans » : het geformaliseerd proces tussen de trajectbegeleider en de werkzoekende waarbij de situatie van laatstgenoemde op een bepaald ogenblik omschreven wordt ten opzichte van de toestand op de arbeidsmarkt, dat berust op een oplijsting van diens op de arbeidsmarkt nuttige kennis, vaardigheden en ervaring, evenals van de hindernissen op de weg naar de inschakeling in het arbeidscircuit, met als doel de omschrijving van de doelen die via de uitvoering van het actieplan op beroepsvlak bereikt kunnen worden;

10° « actieplan » : het evolutieve document dat op grond van de balans wordt opgesteld, ondertekend door de werkzoekende en de trajectbegeleider met vermelding van het (de) te bereiken beroepsdoel(en), evenals van de acties die ertoe bijdragen met het oog op de inschakeling van de werkzoekende in het arbeidscircuit en aangepast aan de resultaten van de gevoerde acties en aan de bijstellingsvoorstellen.

HOOFDSTUK III. — *Actoren inzake geïndividualiseerde begeleiding en inzake de samenwerkingsregeling*

**Art. 3.** De niet-tewerkgestelde werkzoekenden die niet aan de schoolplicht moeten voldoen en (her)ingeschreven zijn bij de dienst krijgen geïndividualiseerde begeleiding.

Onder laatstgenoemden kan de Regering prioritaire doelgroepen bepalen na raadpleging van de Commissie van operatoren, bedoeld in artikel 16, en van het beheerscomité van de Dienst, bedoeld in artikel 11 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling). In dat geval kan de Regering voor elke doelgroep de datum bepalen vanaf welke de (her)inschrijving als werkzoekende bij de Dienst resulteert in de opname in de betrokken doelgroep.

De doelgroepen bedoeld in lid 2 worden minstens om de drie jaar aangepast na raadpleging van de Commissie van operatoren en van het beheerscomité.

**Art. 4.** De Dienst is belast met de sturing en de uitvoering van de geïndividualiseerde begeleiding. Hij zorgt voor die uitvoering, met name via de trajectbegeleiders en de betrokken operatoren. Hij draagt bij tot de samenwerkingsregeling via de samenwerkingscontracten gesloten met de operatoren en zijn deelname aan de Commissie bedoeld in artikel 16.

**Art. 5.** De operatoren die een samenwerkingscontract gesloten hebben met de dienst werken mee aan de uitvoering van de geïndividualiseerde begeleiding via prestaties die bijdragen tot de uitvoering van het (de) beroepsdoel(en) vermeld in het actieplan van de werkzoekenden en via de beoordeling van de bijdrage van die prestaties. Zij dragen eveneens bij tot de samenwerkingsregeling door deelname aan de Commissie bedoeld in artikel 16.

HOOFDSTUK IV. — *Uitvoering van de geïndividualiseerde begeleiding en de samenwerkingsregeling**Afdeling 1. — Uitvoering van de geïndividualiseerde begeleiding*

**Art. 6.** Op het ogenblik van de inschrijving of de herinschrijving als werkzoekende wordt laatstgenoemde door de Dienst ingelicht over de nadere regels van het proces van de geïndividualiseerde begeleiding en van de daaruit voortvloeiende rechten en plichten. Als de werkzoekende reeds ingeschreven is, wordt hij daarover ingelicht tijdens het eerste gesprek met het oog op de balansopmaak.

**Art. 7.** De trajectbegeleider maakt samen met de werkzoekende een balans op waaruit de beroepsdoelen vermeld in het actieplan nader omschreven kunnen worden.

**Art. 8.** In overleg met de werkzoekende werkt de trajectbegeleider een actieplan uit op grond van de balans.

In het actieplan wordt (worden) het (de) beroepsdoel(en) opgenomen dat (die) bereikt moet(en) worden met het oog op de inschakeling van de werkzoekende in het arbeidscircuit. In dat actieplan worden minstens omschreven :

1° de acties die de werkzoekende moet ondernemen inzake het zoeken naar een betrekking en, in voorkomend geval, inzake oriëntering, vorming en activiteitscreatie of elke andere stap die bij zou kunnen dragen tot diens inschakeling in het beroepsdomein;

2° de termijnen voor het ondernemen van de acties;

3° de verbintenissen van elkeen ten opzichte van het uitvoeren van de te ondernemen acties;

4° de vordering van de acties naarmate ze uitgevoerd worden.

De uitvoering van het actieplan kan berusten op de interne prestaties van de Dienst of op de prestaties van operatoren die een samenwerkingscontract gesloten hebben. De trajectbegeleider kan in voorkomend geval steunen op de diensten van partnerstructuren van de Dienst belast met de informatie en de oriëntering van de werkzoekende.

Bij gelijktijdige interventies van verschillende operatoren zorgt de trajectbegeleider voor de kapitalisering van de bij de prestaties bekomen resultaten via zijn contacten met de werkzoekende en de betrokken operatoren.

Het plan wordt naar gelang van de contacten tussen de werkzoekende en de trajectbegeleider aangepast aan de resultaten van de ondernomen acties en, in voorkomend geval, aan de aanpassingsvoorstellen, evenals aan de evolutie van de situatie van de werkzoekende. De intensiteit en de frequentie van de contacten met de trajectbegeleider worden bepaald in functie van de zelfstandigheidsgraad van de werkzoekende.

**Art. 9.** De Regering stelt de nadere procedureregels vast voor het proces van de geïndividualiseerde begeleiding. De procedure voor de geïndividualiseerde begeleiding kan verlengd of herhaald worden volgens de beginselen bepaald door de Regering.

*Afdeling 2. — Samenwerkingsregeling*

**Art. 10.** De samenwerking tussen de Dienst en de operatoren regelt minstens :

1° de onderschrijving van de beginselen en de nadere regels van de geïndividualiseerde begeleiding getroffen krachtens dit decreet;

2° de transparantie en het zichtbaar maken van het prestatieaanbod van de operator(en);

3° de toegang tot de aangeboden prestaties met inachtneming van het wettelijk kader ivm de opdrachten van de operatoren, met inbegrip van de inschrijving voor de opvangsessies en informatievergaderingen ingericht door de operator(en);

4° de opvolging van de acties ondernomen door de werkzoekende;

5° de beoordeling van de resultaten van de prestaties ten opzichte van de beroepsdoelen van het actieplan van de werkzoekende;

6° de coördinatie van de acties ten opzichte van de ondernemingen in de optiek van bemiddeling;

7° de beoordeling van de uitvoering van de samenwerkingsregeling en het proces van de geïndividualiseerde begeleiding.

**Art. 11.** De nadere regels voor de samenwerking bedoeld in artikel 10, evenals de verbintenissen bedoeld in de artikelen 13 en 14, worden operationeel vlak uitgewerkt in een samenwerkingscontract vastgesteld door de Dienst in het kader van diens opdracht als operator op de arbeidsmarkt, en de operatoren. Dat samenwerkingscontract bevat minstens :

1° de contract ondertekenende partijen;

2° de aanhef met vermelding van het deontologisch handvest en waarbij het contract opgenomen wordt in het beleid en de regelgeving van de vorming/inschakeling in het Waalse Gewest, evenals in het kader van de geïndividualiseerde begeleiding naar de inschakeling van de werkzoekenden in het arbeidscircuit;

3° de inhoud van het contract met betrekking tot de nadere samenwerkingsregels tussen de partijen, operationeel uitgewerkt in het kader van de geïndividualiseerde begeleiding;

4° de verbintenissen van de partijen zoals bepaald in de artikelen 10, 13 en 14, met inbegrip van de instemming met het deontologisch handvest;

5° de verbintenissen van de partijen over de operationele uitwerking van de beginselen en nadere samenwerkingsregels zodat het volgende nader opgegeven wordt :

a) de specificiteit van het prestatieaanbod van de operator, namelijk minstens het type prestaties, de doelstellingen, de verwachte en leverbare resultaten, de lokalisering, de duur en de kalender en, in voorkomend geval, de betrokken doelgroep;

b) de specifieke samenwerkingsregels, namelijk minstens de verspreiding van het aanbod, de nadere opvangregels, de wijze van prioriteitenstelling, de adressering en het beheer van de stagiairs;

6° de opvolging en de beoordeling van de samenwerking;

7° de bevordering en de communicatie inzake samenwerking;

8° de bepalingen inzake betwisting en geschillenbeslechting;

9° de duur en de wijze van opzegging van het contract.

### *Afdeling 3. — Verbintenissen van de actoren*

**Art. 12.** Onverminderd de verplichtingen verband houdend met de inschrijving als werkzoekende dient de werkzoekende :

1° zich in te schakelen in het proces van de geïndividualiseerde begeleiding door deel te nemen aan de uitwerking van de balans en van het actieplan en door de acties te ondernemen vermeld in het actieplan met het oog op het bereiken van het (de) beroepsdoel(en) volgens de nadere regels vastgesteld in het actieplan in overleg met de trajectbegeleider;

2° de trajectbegeleider in te lichten over alle gegevens die de balans mee op kunnen maken en het (de) beroepsdoel(en) mee kunnen vastleggen via het actieplan, evenals elk gegeven dat een impact heeft op de inhoud, de uitvoering en de afsluiting van het actieplan.

**Art. 13.** Onverminderd de verplichtingen van de Dienst omschreven in de artikelen 6 tot en met 8 en 10 van dit decreet dient de Dienst :

1° de werkzoekende in te lichten over de verbintenissen en de verplichtingen van de geïndividualiseerde begeleiding;

2° een trajectbegeleider aan te wijzen voor de geïndividualiseerde begeleiding van de werkzoekende reeds vanaf het eerste gesprek met het oog op de opmaak van de balans;

3° de bemiddeling te vergemakkelijken tussen de werkzoekende en de werkgevers;

4° de samenwerkingscontracten uit te voeren gesloten met de operatoren en er de verplichtingen van na te leven;

5° de opvang, de informatieverstrekking, de advisering van de werkzoekende te garanderen in het zoeken naar prestaties en diensten nuttig voor het bereiken van de beroepsdoelen via het actieplan; in overleg met de werkzoekende oriënteert de trajectbegeleider laatstgenoemde naar geschikte prestaties volgens welbepaalde nadere regels met name inzake adressering;

6° de technologische instrumenten ter beschikking te stellen van de trajectbegeleiders en de operatoren aan de hand waarvan ze de kapitalisering van de informatie en de opvolging van het traject van de werkzoekenden kunnen waarborgen;

7° de vaardigheden verworven door de werkzoekende te benutten voor aanpassing en beoordeling van het actieplan en de eventuele voorstellen van navolgende of gelijktijdige acties door de operator(en) in overweging te nemen;

8° de werkzoekende een afschrift te bezorgen van het hem betreffende actieplan;

9° te orodelen of het (de) beroepsdoel(en) van het actieplan bereikt is (zijn);

10° de geïndividualiseerde begeleiding te sluiten;

11° de bezwaren ingediend door de werkzoekende ten opzichte van de verbintenissen van de Dienst bedoeld in 1° tot 3°, 5°, 7° tot 10° te behandelen;

12° de Commissie van operatoren in te lichten over de weerkerende moeilijkheden die voorkomen in het kader van de geïndividualiseerde begeleiding;

13° de geïndividualiseerde begeleiding te bevorderen.

**Art. 14.** Onverminderd de verplichtingen van de operator omschreven in artikel 10 van dit decreet moet de operator die een samenwerkingscontract gesloten heeft :

1° de samenwerkingscontracten uitvoeren gesloten met Dienst en er de verplichtingen van naleven;

2° aan de Dienst zijn prestatieaanbod meedelen en er de zichtbaarheid van garanderen;

3° de nadere opvangregels en de regels betreffende de informatievergaderingen over diens prestaties verspreiden, de toegankelijkheid van zijn prestatieaanbod aan de werkzoekenden opgenomen in het bestand van de trajectbegeleider bevorderen en al dan niet rechtstreeks de opvang, de informatie en de advisering van de werkzoekende garanderen in diens zoektocht naar prestaties en diensten nuttig voor het bereiken van de beroepsdoelen vermeld in het actieplan;

4° de werkzoekende, georiënteerd door de trajectbegeleider, opvangen en de kandidatuur analyseren tegenover de prestatie ten opzichte van het actieplan;

5° de werkzoekende en zijn trajectbegeleider inlichten over het resultaat van de analyse van de kandidatuur tegenover de prestatie en de aanpassing van de prestatie aan het actieplan;

6° de werkzoekende ondersteunen en volgen tijdens het verrichten van de overeengekomen prestatie, evenals de trajectbegeleider inlichten over elk feit dat een gevolg zou kunnen hebben voor het uitvoeren van de aan de gang zijnde actie en, in voorkomend geval, aanpassingen voorstellen;

7° in overleg met de werkzoekende de inbreng van de prestatie beoordelen tegenover het (de) beroepsdoel(en) en zich vergewissen van de communicatie van die resultaten aan de trajectbegeleider;

8° de bezwaren ingediend door de werkzoekende ten opzichte van de verbintenissen van de operator bedoeld in 2° tot 7° te behandelen;

9° de Commissie van operatoren inlichten over de weerkerende moeilijkheden die voorkomen in het kader van de geïndividualiseerde begeleiding.

#### *Afdeling 4. — Betrokkenheid van de bedrijven bij de geïndividualiseerde begeleiding*

**Art. 15.** De bedrijven worden betrokken bij de geïndividualiseerde begeleiding, meer bepaald via sectorovereenkomsten gesloten met de Regering en meer bepaald via de volgende verbintenissen :

1° hetz ichtbaar maken van de jobaanbiedingen in de sector door toedoen van de Dienst;

2° de informatieverstrekking over de beroepen en hun evoluties;

3° de ontwikkeling van stage- en leerplaatsen in bedrijven;

4° de ondersteuning van de inschakeling in het beroepscircuit, w.o. de ondersteuning van de uitvoering van regelingen voor bijstand bij aanwerving;

5° de investering in de vorming van de werkzoekenden met het oog op hun inschakeling in het beroepscircuit.

Op het ogenblik van de jaarlijkse beoordeling van de uitvoering van de sectorovereenkomsten licht de sturingsinstantie van de sectorovereenkomsten de Commissie van operatoren in over de betrokkenheid van de bedrijven bij de geïndividualiseerde begeleiding via onderzoek van de punten bedoeld in lid 1.

#### *HOOFDSTUK V. — Commissie van operatoren*

**Art. 16.** § 1. De Dienst en de operatoren werken samen en waarborgen de dialoog en de onderlinge gesprekken in een Commissie ingesteld bij de Dienst met als benaming, in de zin van dit decreet, Commissie van operatoren.

§ 2. In het kader van haar opdracht in verband met de geïndividualiseerde begeleiding moet die Commissie de uitvoering van de samenwerkingsregeling ondersteunen voor wat betreft de betrekkingen tussen de Dienst en de operatoren, met name via :

1° de uitwerking, de verspreiding en de uitvoering van een deontologisch handvest van de samenwerkingsregeling en van het model van de samenwerkingscontracten;

2° het in overweging nemen van de beoordeling van de samenwerkingscontracten met het oog op de optimalisering van de werking van die regeling;

3° het in overweging nemen van de informatie bedoeld in artikel 15, lid 2, overgemaakt door de sturingsinstantie van de sectorovereenkomsten met het oog op het toezicht over de betrokkenheid van de bedrijven;

4° de bemiddeling en de arbitrage in de geschillen tussen de Dienst en een operator voor zover die functie voorzien is in het samenwerkingscontract dat ze gesloten hebben.

§ 3. De Commissie van operatoren kan voorstellen of aanbevelingen aan de Regering formuleren in verband met de uitvoering van de samenwerkingsregeling met het oog op de betere werking en het proces van de geïndividualiseerde begeleiding ten opzichte van bepaalde begunstigden, met inbegrip van de doelgroepen bedoeld in artikel 3, lid 2.

§ 4. De Commissie van operatoren organiseert de beginselen van de dialoog en de gesprekken tussen de Dienst en de operatoren op plaatselijk niveau. In die hoedanigheid en in functie van de organisatie van de Directoraten-generaal van de Dienst worden de subregionale vertegenwoordigers verzocht om deel te nemen aan de vergaderingen in verband met de opdrachten van de Commissie bedoeld in de §§ 2 tot 3 indien sommige subregionale aspecten hen rechtstreeks aanbelangen. De nadere regels voor de organisatie van die vergaderingen worden vastgesteld in het huishoudelijk reglement van de Commissie.

§ 5. De Commissie en het beheerscomité van de Dienst kunnen samen werkvergaderingen beleggen.

#### *HOOFDSTUK VI. — Beoordeling van de regeling*

**Art. 17.** De Regering voorziet in een globale beoordeling van de regeling om de drie jaar waarbij zij zich meer bepaald baseert op de informatie van het beheerscomité van de Dienst en de Commissie van operatoren, die de informatie bedoeld in artikel 15, lid 2, opneemt. Die beoordeling wordt aan het Parlement overgemaakt en medegedeeld aan de "Conseil économique et social de la Wallonie" (Sociaal-economische Raad van Wallonië).

#### *HOOFDSTUK VII. — Overgangs- en slotbepalingen*

##### *Afdeling 1. — Overgangsbepalingen*

**Art. 18.** Het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling wordt opgeheven behoudens de artikelen 20 en 21 van dit besluit.

**Art. 19.** De Regering is gemachtigd om, indien dit nodig blijkt bij de uitvoering of de samenhang van dit decreet, volgende vervangingen door te voeren in de geldende decreet- en regelgevende bepalingen :

1° de woorden « decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling » te vervangen door de verwijzing naar dit decreet;

2° de woorden « partnerovereenkomst » te vervangen door « samenwerkingscontract »;

3° de woorden « Commission consultative régionale (Gewestelijke adviescommissie) van het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling » te vervangen door de verwijzing naar de Commissie bedoeld in artikel 16 van dit decreet;



4° de woorden « inschakelingskredietcontract » te vervangen door de woorden « actieplan ».

De Regering is daarnaast gemachtigd om te verwijzingen naar de woorden bedoeld in lid 1, 1° tot 4°, op te heffen in de geldende decreet- of regelgevende bepalingen indien dat nodig blijkt voor de uitvoering of de samenhang van dit decreet.

*Afdeling 2. — Overgangsbepalingen*

**Art. 20.** Bij wijze van overgang voert de "Commission consultative régionale (Gewestelijke adviescommissie) van het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling" verder haar opdrachten uit totdat de Commissie bedoeld in artikel 16 geïnstalleerd is, waarbij die installatie een einde maakt aan de toepassing van deze bepaling.

**Art. 21.** Bij wijze van overgang voeren de « Commissions consultatives sous-régionales (Subregionale adviescommissies) van het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling » verder hun opdrachten uit tot de datum vastgesteld door de Regering, waarbij dit een einde maakt aan de toepassing van deze bepaling.

*Afdeling 3. — Overgangsbepaling*

**Art. 22.** Dit decreet treedt in werking op de datum die door de Regering bepaald wordt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 12 januari 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

Nota

(1) *Zitting 2011-2012.*

*Stukken van het Waals Parlement 505 (2011-2012), nrs 1 tot 4.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 11 januari 2012*

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 277

[2012/200328]

**12 JANVIER 2012. — Décret modifiant le décret du 6 novembre 2008  
relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en partie, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Dans l'article 2 du décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination, tel que modifié par le décret du 19 mars 2009, le 1° est abrogé.

**Art. 3.** Dans l'article 3, 3°, du même décret les mots « ou la conviction syndicale » sont insérés après les mots « origine sociale ».

**Art. 4.** Dans l'article 4, 5°, du même décret, les mots « le sexe et les critères apparentés que sont la grossesse, l'accouchement et la maternité, ou encore le transsexualisme et le changement de sexe » sont insérés entre les mots « l'âge » et « l'orientation sexuelle » et les mots « la conviction syndicale » sont insérés entre les mots « conviction politique » et « la langue ».

**Art. 5.** Dans l'article 4, 12°, du même décret, les mots « ou au sexe » sont supprimés.

**Art. 6.** Dans les articles 4, 6° et 14°, et 29, §§ 1<sup>er</sup> et 3, du même décret, les mots « ou sur la base du sexe » sont supprimés.

**Art. 7.** Dans l'article 4, 7° et 9°, du même décret, les mots « ou fondée sur le sexe » sont supprimés.